



Tribune Libre

Une rupture sans relais : le paradoxe politique de la jeunesse malgache

DIAPASON

Diapason est un « think tank » qui veut poser des questions, nourrir le débat, valoriser les initiatives et favoriser l'innovation socio-économique et politique pour le développement de Madagascar.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du think tank.

Nos valeurs

- Boussole / Cap
- Indépendance politique
- Multiculturel
- Vision à long terme
- Trait d'union entre savoir et pouvoir
- Éducation
- Recul nécessaire
- Liberté d'action
- Disruptif

Bonne lecture !

Irruption politique d'une génération invisible

Bien qu'ils représentent le quart de la population, les jeunes de la tranche d'âge 20-34 ans sont loin du protocole d'inclusion souhaité par les Objectifs de Développement Durable (ONU, horizon 2030) qui les placent au cœur de leurs initiatives pour le développement de Madagascar. Souvent confrontés à des défis d'ordre économique et social, la plupart restent régulièrement exclus des prises de décisions. Ce décalage structurel éclaire en partie un paradoxe apparent : malgré leur insatisfaction, ils sont moins susceptibles que leurs aînés de s'engager dans les processus politiques et civiques, en dehors des manifestations ou marches de protestation. C'est précisément cette apparente distance au politique qui rend leur irruption d'autant plus significative. Longtemps perçue comme désengagée, voire indifférente aux dynamiques politiques, cette jeunesse s'est imposée, le 25 septembre 2025, comme un acteur central du basculement institutionnel, révélant une capacité de mobilisation que peu d'observateurs avaient anticipée.

Une politisation sans intégration

Pour comprendre cette bascule, il faut revenir aux conditions sociales qui l'ont rendue possible. Confrontée à un chômage massif, à la précarité des parcours et à l'absence de perspectives crédibles, la génération Z malgache évolue dans un espace où les promesses d'ascension sociale apparaissent de plus en plus déconnectées des réalités.

Dans ce contexte, l'absence d'engagement formel ne traduit pas une absence de politisation, mais une transformation de ses modalités. Loin de produire un engagement politique structuré, cette condition a nourri une défiance diffuse à l'égard des institutions et des élites dirigeantes. En ce sens, la politisation de cette jeunesse ne s'est pas faite par adhésion, mais par saturation. Cette politisation sans encadrement explique en grande partie la forme prise par le mouvement. Le mouvement qui a conduit au renversement de l'ancien président Andry Rajoelina se distingue ainsi par son caractère largement horizontal, peu hiérarchisé et difficilement récupérable dans ses premières phases.

Dès lors, l'événement du 25 septembre doit être lu moins comme un point final que comme une mise en visibilité. Un point de bascule, bien plus qu'un aboutissement. Cette irruption révèle enfin un paradoxe fondamental : une génération que les institutions n'ont ni intégrée ni véritablement représentée s'est révélée capable d'en modifier brutalement l'équilibre. La jeunesse malgache n'a pas simplement participé à un moment de rupture : elle en a été l'un des principaux vecteurs, sans pour autant disposer des outils politiques lui permettant d'en structurer les suites.

Or, c'est précisément dans cet écart entre capacité de rupture et incapacité d'institutionnalisation que se joue la séquence suivante. Car une mobilisation peut renverser un ordre, sans pour autant être en mesure d'en refonder un autre.

Une transition confisquée par les logiques anciennes

Cette irruption, aussi spectaculaire soit-elle, n'a pas débouché sur une reconfiguration durable

du pouvoir. Au contraire, elle a ouvert une séquence de transition au cours de laquelle les rapports de force se sont rapidement reconfigurés au profit des acteurs déjà établis. Très rapidement, les dynamiques à l'œuvre dans la phase de transition ont révélé une tendance bien connue des séquences de rupture politique : la reprise en main par les acteurs traditionnels. Ce mouvement de reprise en main s'est opéré à travers un mécanisme classique de refermeture des espaces décisionnels. Dans les semaines qui ont suivi le basculement du 25 septembre 2025, les espaces de décision se sont progressivement refermés autour de cercles déjà constitués - élites politiques, figures institutionnelles, réseaux d'influence préexistants. Là où la mobilisation avait été portée par une logique horizontale et diffuse, la transition s'est structurée selon des schémas plus classiques, marqués par la centralisation du pouvoir et la reconstitution de hiérarchies familiales.

La transition referme ce que la rue avait ouvert

Dans ce processus, la jeunesse s'est retrouvée reléguée à un rôle essentiellement symbolique. Présente dans les discours, invoquée comme moteur du changement, elle demeure largement absente des instances où se définissent les orientations concrètes de la transition. Cette disjonction entre reconnaissance rhétorique et exclusion pratique traduit moins un oubli qu'un mécanisme de mise à distance. Intégrer réellement cette génération supposerait en effet de redéfinir les règles du jeu politique, au risque de fragiliser des équilibres que les acteurs en place cherchent précisément à préserver.

Ce phénomène de confiscation ne repose pas uniquement sur une volonté délibérée d'exclusion. Il tient aussi aux caractéristiques mêmes du mouvement initial. Faiblement structuré, dépourvu de relais institutionnels solides, celui-ci n'a pas produit d'interlocuteurs clairement identifiés capables de s'imposer dans les négociations de la transition. En l'absence de traduction organisationnelle de la mobilisation, l'énergie politique générée s'est trouvée en grande partie captée par des acteurs mieux préparés à occuper l'espace institutionnel.

Ainsi, la rupture portée par la GEN Z s'est progressivement transformée en ressource politique pour des logiques qu'elle entendait précisément dépasser. Le passage de la rue aux institutions a opéré comme un filtre, sélectionnant non pas les forces les plus représentatives de la mobilisation, mais celles déjà familières des mécanismes de pouvoir.

Ce décalage met en lumière une tension structurelle : celle qui oppose la capacité à provoquer un changement à celle de l'organiser. En l'absence de passerelles entre ces deux dimensions, la jeunesse malgache se retrouve dans une position paradoxale - à l'origine du basculement, mais marginalisée dans sa traduction politique.

Le risque d'un retour de flamme générationnel

La mise à distance progressive de la jeunesse dans la phase de transition ne constitue pas seulement une contradiction politique : elle porte en elle les germes d'un déséquilibre plus profond. Car une génération qui a fait l'expérience concrète de sa capacité à infléchir le cours des événements ne revient pas aisément à une position d'invisibilité. Ce point est décisif. Le 25 septembre 2025 n'a pas simplement été un moment de rupture institutionnelle ; il a aussi été une expérience politique fondatrice pour une partie de la jeunesse malgache. L'irruption dans l'espace public, la capacité à peser collectivement, même de manière désorganisée, ont produit un effet durable : celui d'une prise de conscience. Or, cette prise de conscience entre aujourd'hui en tension avec la réalité de la transition. Dans ce contexte, la frustration peut pousser à la radicalisation des formes d'engagement. L'écart entre l'élan initial et la marginalisation actuelle peut nourrir une frustration d'autant plus forte qu'elle s'appuie sur une expérience vécue de puissance collective. Cette frustration

ne se traduit pas nécessairement par un retrait. Elle peut, au contraire, favoriser une transformation des formes d'engagement.

Privée d'accès aux canaux institutionnels, une partie de cette génération pourrait être tentée de se tourner vers des modes d'action plus directs, plus imprévisibles, voire plus conflictuels. Ce basculement ne relève pas d'une dérive spontanée, mais d'une logique bien identifiée : lorsque les voies d'intégration politique se ferment, les formes d'expression tendent à se déplacer hors du cadre institutionnel.

Le risque n'est pas celui d'un désengagement, mais celui d'une repolitisation sans médiation, potentiellement plus instable. L'érosion de la confiance agit ici comme un facteur structurant. Au-delà des formes de mobilisation, c'est le rapport même aux institutions qui se trouve affecté. La séquence actuelle peut renforcer une perception déjà largement ancrée : celle d'un système politique peu perméable aux aspirations de renouvellement.

Cette perception, si elle se consolide, ne produit pas seulement de la défiance ponctuelle. Elle tend à s'inscrire dans la durée et à structurer les comportements politiques futurs. La participation électorale, l'investissement dans les structures partisans, ou encore l'adhésion aux mécanismes de représentation peuvent s'en trouver durablement affaiblis. Autrement dit, le risque n'est pas uniquement conjoncturel. Il est générationnel.

Une fracture silencieuse entre gouvernants et gouvernés

Ce processus ouvre la voie à une forme de fracture plus diffuse, mais non moins significative : une dissociation progressive entre une jeunesse politisée par l'expérience et des institutions qui peinent à en intégrer les expressions.

Cette fracture ne se manifeste pas nécessairement par des conflits ouverts. Elle peut prendre la forme d'un éloignement progressif, d'un désajustement croissant entre les attentes sociales et les réponses politiques. Mais elle crée un terrain propice à des épisodes de tension plus brutaux, précisément parce qu'ils apparaissent comme les seuls moments où cette disjonction devient visible, en ouvrant la voie à une instabilité latente plutôt qu'à une crise immédiate. Les systèmes politiques peuvent absorber des tensions - parfois pendant longtemps. Cette instabilité tient à un paradoxe non résolu : une génération capable de provoquer une rupture, mais tenue à l'écart de sa structuration. Tant que cet écart persiste, il constitue un facteur de fragilité, susceptible de se réactiver à la faveur de nouvelles séquences de crise. Au fond, la séquence actuelle laisse apparaître une tension que le système politique malgache ne pourra indéfiniment contenir. Car une génération qui a éprouvé sa capacité à renverser un ordre ne se satisfait durablement ni du silence, ni de la relégation. Ce qui s'est joué le 25 septembre 2025 n'était peut-être pas un aboutissement, mais une première fissure. Et comme toute fissure, elle pose moins la question de son existence que de son évolution.

Ignorée, elle s'élargit. Encadrée, elle transforme.

Reste à savoir si le pouvoir choisira de l'intégrer - ou d'en subir, plus tard, les conséquences.

Alain Rasendra